

La voix de l'Opposition de gauche

Il n'y a plus de syndicats ouvriers en France.

13.01.2013

Commentaire rédigé à la suite de l'article de presse mis en page aujourd'hui *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi.*

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Rappel. Traîtres et jaunes.

Thibault le 7 octobre 2010 sur RTL : "*Cela (la grève générale) n'a jamais été pratiqué dans l'histoire sociale de notre pays (...) C'est un slogan pour moi tout à fait abstrait, abscons. Cela ne correspond pas aux pratiques par lesquelles on parvient à élever le niveau du rapport de forces.*"

« *pour la CFDT (...) Le risque d'embrasement est réel sans que les organisations syndicales ne maîtrisent le système. (...) L'absence de dialogue risque de former un jour des positions jusqu'aboutistes.* »

La CGC déclarait : "*Il n'y a pas, d'un côté, les patrons employeurs et, de l'autre les salariés victimes. Il y a une société en marche pour laquelle chacun a un rôle qui concerne l'intérêt général.*" (matierevolution.fr 29.10.10)